L'Adresse—M. Friesen

Au lieu de laisser le marché se débrouiller, une entreprise déficitaire est soutenue artificiellement par les contribuables canadiens. Non seulement cette société continue-t-elle à vendre ses produits en-deçà du seuil de rentabilité, mais elle réalise des pertes énormes à cause d'entrepreneurs qui ont fait faillite. On estime que ces pertes s'élèvent en tout à \$500,000.

Sur une petite échelle, cette situation est pratiquement aussi embarrassante que le fiasco de Canadair. Le gouvernement ne devrait pas se mêler au secteur privé.

Je joins à la présente une lettre de Woods Gordon, une société d'experts-conseils qui fait, paraît-il, une étude sur l'isolation pour Canertech, société de la Couronne canadienne. Ironie du sort, non seulement cette société nous fait la vie dure et nous fait continuellement concurrence, mais elle veut en outre que nous lui dévoilions nos affaires en précisant le nom de nos clients pour pouvoir nous liquider, grâce à ces renseignements.

Voilà, monsieur le Président, qui reflète bien la propension du gouvernement à multiplier les sociétés d'État. Nous investissons nos recettes fiscales dans des sociétés déficitaires qui peuvent ainsi se permettre d'écouler leur production à un prix inférieur au prix de revient puisqu'elles bénéficient des deniers publics, et, ce faisant, elles acculent à la faillite d'autres entreprises qui emploient des Canadiens. Cette motion où l'on déplore que le gouvernement ait délibérément provoqué le chômage chez des centaines de milliers de jeunes ne me paraît pas du tout exagérée.

Mais j'ai d'autres exemples. Examinons notamment la question du comportement des fonctionnaires de Revenu Canada. Mon comptable m'a déclaré au téléphone que bien que cette société cherche à assurer le succès de la petite entreprise, le ministère du Revenu annonce par voie d'avis à cette dernière qu'elle a droit à un remboursement au titre du versement trimestriel de \$20,000 ou de \$30,000 qu'elle effectue. Un mois plus tard, la petite entreprise reçoit un deuxième avis dans lequel le ministère lui annonce cette fois qu'au lieu de lui envoyer le remboursement dû, il le déduira de son prochain versement trimestriel. Cela équivaut à confisquer les liquidités de cette entreprise qui en a besoin pour la bonne marche de ses affaires. On ne lui verse même pas l'intérêt sur la somme. C'est tout bonnement du vol.

Il existe un petit service de permanence téléphonique à Surrey. Une femme est venue me trouver avec les dossiers de son entreprise et a reconnu qu'elle devait à Revenu Canada l'argent qu'on lui réclamait. Revenu Canada avait envoyé des demandes formelles à tous ses débiteurs leur disant qu'il voulait être le premier à être payé. La dame a prévenu en ces termes Revenu Canada: «Si vous confisquez mes revenus je vais devoir congédier mes employés». Et la réponse vient: «Cela vous regarde. Ils n'auront qu'à se plaindre aux relations de travail».

Voilà un gouvernement qui nous rappelle chaque jour à la période des questions le nombre d'emplois qu'il a créés. Mais il omet de nous dire combien d'emplois la conduite de Revenu Canada fait disparaître. Quand les agents du fisc déclarent à un employeur que le congédiement de ses employés le regarde, qu'ils n'ont qu'à se plaindre aux relations de travail, nous disons que c'est une façon de se ficher de l'entreprise, du bien-être et même des moyens de subsistance de ces chômeurs canadiens.

La pêche sur la côte ouest en fournit un autre exemple. Nous avons un problème là-bas qui n'a pas son égal au pays. Les bureaucrates du ministère des Pêches en Colombie-Britannique ont laissé piller et détruire les stocks de poisson. Cependant le ministère se dispose à annoncer un programme de rachat, de sorte que les bateaux ne serviront plus à la pêche. Et

personne n'est certain que les stocks de poisson se reconstitueront. On laisse les compagnies étrangères pêcher les stocks canadiens en eau internationale de sorte qu'ils ne peuvent même pas revenir à la source pour être protégés. On laisse les pêcheurs japonais, coréens, russes et polonais attraper en haute mer des poissons étiquetés sans les déclarer, et voler ainsi aux Canadiens leur emploi et leurs bénéfices. Personne ne s'assure que le programme de mise en valeur des salmonidés produira les résultats attendus, à savoir refaire les stocks pour les générations futures. Personne ne se soucie de l'existence et du mode de vie des pêcheurs qui exercent leur métier depuis des générations. Les députés du côté du gouvernement pensent peut-être que cette motion va trop loin, monsieur le Président. Les ministres ont administré les affaires du pays de telle manière qu'ils luttent contre l'inflation en faisant perdre délibérément leur emploi à des centaines de milliers de Canadiens. D'après les faits que j'ai exposés, monsieur le Président, je pense que cette motion n'est pas extrême et je l'appuie.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Comme il est 17 h 30, je dois, conformément à l'article 42(4) du Règlement, interrompre les délibérations et mettre immédiatement aux voix tout amendement ou sous-amendement dont la Chambre est saisie.

● (1730)

[Français]

Le vote porte sur le sous-amendement. M. Dick, appuyé par M. Forrestall, propose:

Que l'on modifie l'amendement en supprimant le point final et en y ajoutant ce qui suit:

«et parce qu'ils ont insisté pour lutter contre l'inflation en provoquant délibérément le chômage chez des centaines de milliers de Canadiens.»

Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Guilbault): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Guilbault): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

Que l'on convoque les députés.

(La motion de M. Dick, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant.)

(Vote n° 11)

POUR

Messieurs

Althuse
Andre
Beatty
Benjamin
Blackburn
Blaikie
Blenkarn
Bosley
Cardiff
Carney (M^{lre})

Clark
(Yellowhead)
Clark
(Brandon-Souris)
Coates
Cook
Cooper
Corbett
Cossitt (M^{me})

Crosby
(Halifax-Ouest)
Crouse
Dantzer
Darling
Deans
Dick
Domm
Ellis
Elzinga